

## “Le Crime du Garagiste” – Le Casse Banco-centraliste!



[Source : TML]

Par Luniterre

Voici tout juste un an s’amorçait, si l’on peut dire, le versant occidental de la « crise du covid », avec le plongeon des bourses, descendant d’un sommet où elles avaient réussi à se hisser au cours des douze années suivant la précédente crise, celle de 2007-2008. Pourtant, et moins d’un mois plus tard, et alors juste au moment où l’économie connaissait l’un de ses arrêts les plus brutaux et complet de l’histoire moderne, elles recommençaient déjà leur ascension, qui ne s’est pas démentie depuis, rejoignant déjà, un an après, les sommets perdus, et les dépassant même, pour ce qui est des bourses US... !

Et cela alors même que dans la même période, l’activité économique, soumise au chaos des confinements-déconfinements-reconfinements et autres couvre-feux, enregistrerait globalement une récession nette et également d’ampleur historique, tout simplement également « oubliée » depuis la précédente crise, et même, la dernière guerre mondiale, en fait. Si le PIB US n’a reculé, si l’on peut dire, que de 3,5%, le PIB français, lui, a encaissé une perte de 8,3%. Mais, dans les deux cas, avec des conséquences sociales immédiates désastreuses, et relativement, encore plus marquées aux USA qu’en France.

Récapitulatif des marchés > CAC 40

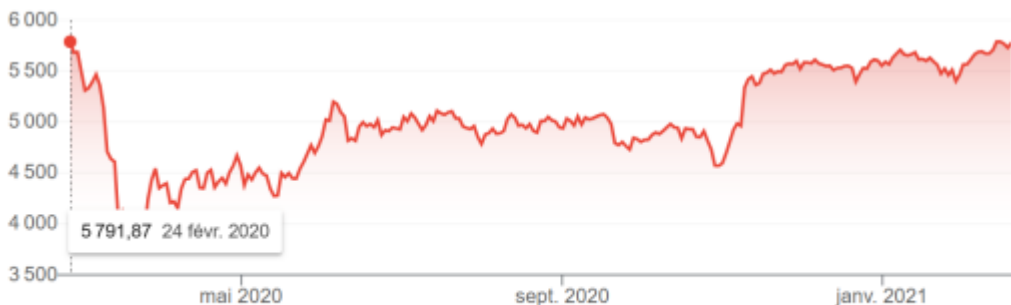
5 773,55

INDEXEURO: PX1

+45,22 (0,79 %) ↑

19 févr., 18:05 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois ytd 1 an 5 ans max.



Ouverture 5 737,19 +Haut 5 784,90 +Bas 5 733,84

Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

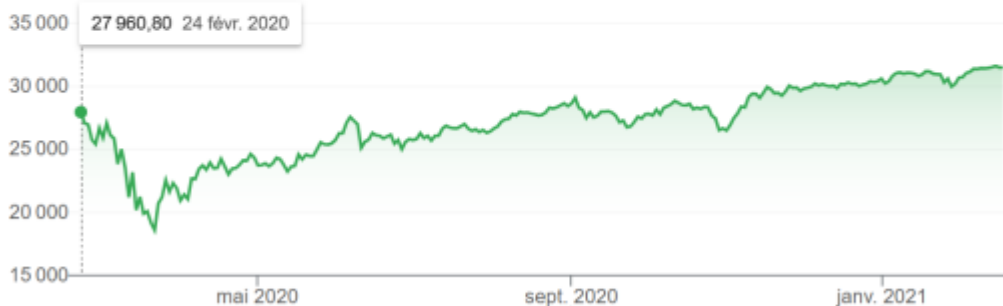
31 494,32

INDEXDJX: .DJI

+0,98 (0,0031 %) ↑

19 févr., 16:58 UTC-5 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois ytd 1 an 5 ans max.

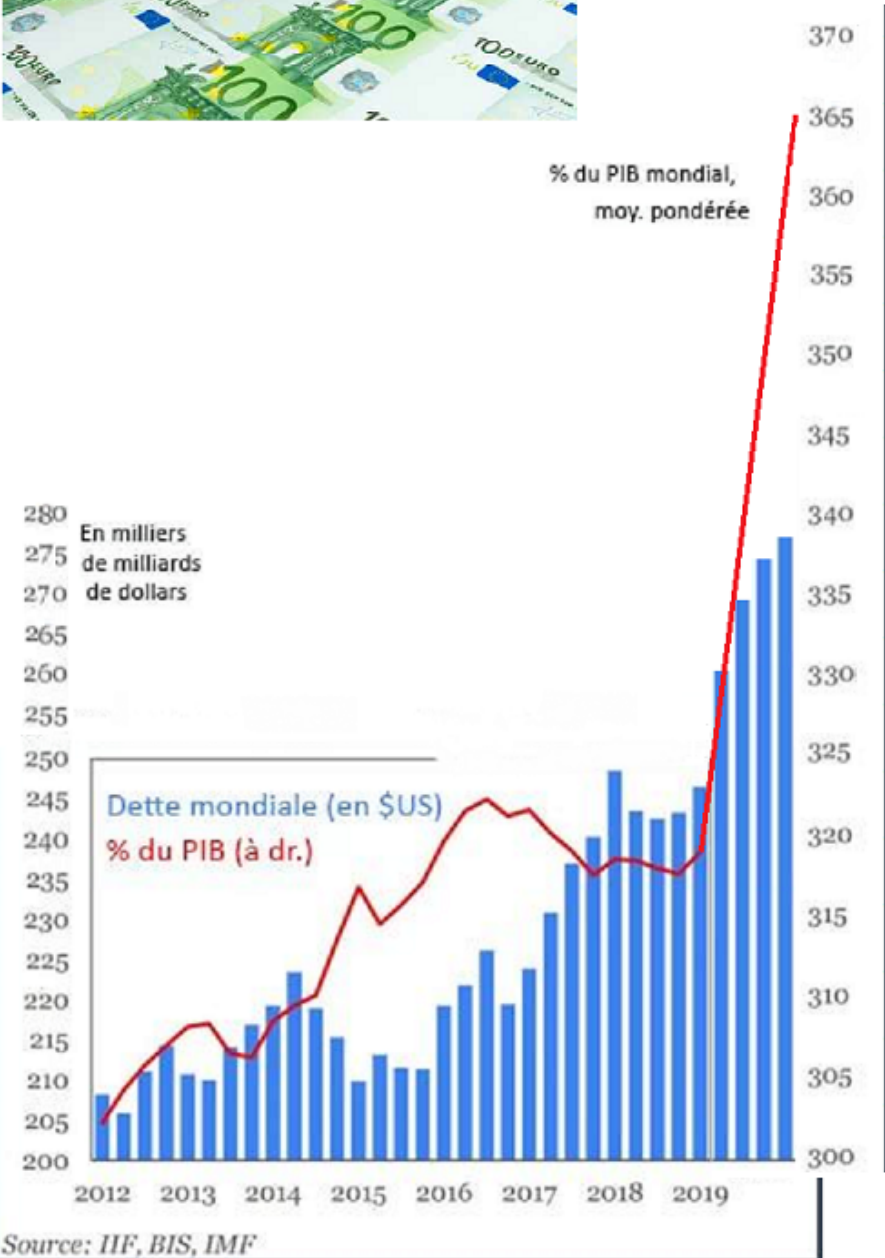


Ouverture 31 504,13 +Haut 31 647,53 +Bas 31 469,34

On en est donc arrivés à cette situation paradoxale qu'à un appauvrissement global de la société correspond une augmentation de l'accumulation du capital !

Mais le corollaire spectaculaire de cette situation, bien que là aussi, paradoxalement, personne ne veuille réellement le voir pour ce qu'il est vraiment, c'est l'explosion de la dette mondiale, tant publique que privée.

C'est donc, paradoxe supplémentaire, grâce au cycle de la dette que les bourses ont pu se maintenir et même, reprendre leur ascension, au cœur même de la crise.



Le mécanisme de ce cycle, avec l'intervention des Banques Centrales sur le marché de la dette publique, notamment, est maintenant bien connu ([1] ►<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2021/01/13/great-reset-le-banco-centralisme-complot-et-ou-nouveau-systeme-nouvelle-edition-debat/> ►<https://youtu.be/QZ7xqYJ6rE4> ►<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/06/11/merveilleux-monde-dapres-face-a-lemergence-du-banco-centralisme-quelle-forme-de-resistance/>)), et donc, on n'y reviendra pas ici, où, passé ce constat, on cherche donc à aller plus loin dans l'analyse du paradoxe, à la recherche de son sens fondamental en terme d'évolution du système économique.

En effet, quelle peut être la signification d'une croissance du capital, si, dans le même temps, la dette globale croit encore plus, comme on doit simplement le constater ?

Cet accroissement du capital ne compense-t-il donc pas pour les pertes subies par l'activité économique ?

Au cours d'un récent débat, l'un de nos contradicteurs objecte qu'il n'existe pas de dette sans contrepartie, et donc que l'augmentation de la dette ne peut être que proportionnée au capital, d'une manière ou d'une autre.

Mais, lorsque l'on cherche à analyser l'activité économique, on cherche donc à comprendre l'évolution du système capitaliste, c'est-à-dire le mouvement du capital engagé dans l'activité économique en vue de son élargissement. C'est, de plus, en résumé, la définition qu'en donne Marx.

Sous ce rapport, la dette d'un consommateur pour l'achat de sa voiture particulière n'est donc pas, par exemple, un capital.

Le fait patent qu'une grande partie de la dette ne soit donc pas du capital à proprement parler peut déjà nous aider à comprendre la réalité du fait que la croissance de la dette soit supérieure à la croissance du capital, même si cette croissance du capital est considérable.

Mais cela ne règle pas la question du paradoxe de l'accumulation du capital en dépit de la récession économique.

Ce nouveau capital accumulé est-il donc, oui ou non, un accroissement des richesses de la société, qui se serait, en quelque sorte « condensé » dans les hauteurs boursières ?

Autrement dit, toute accumulation de capital est-elle nécessairement le résultat d'une création de valeur nouvelle, d'une accumulation de plus-value réellement créée, d'une manière ou d'une autre, par l'activité économique ?

Pour illustrer cette problématique et la remettre à une échelle facilement compréhensible, prenons, cette fois-ci, un exemple dans le commerce des

automobiles d'occasion...

Pour faire la meilleure estimation possible de la valeur réelle d'une voiture d'occasion, il faut déjà au moins connaître sa durée de vie potentielle, en années et kilométrage...

Supposons, une voiture prévue pour durer quinze ans et parcourir 300 000 km...

Ce qui nous fait une moyenne de 20 000 km/an.

Supposons une vente qui se fasse à 10 ans d'âge de la voiture et qu'elle ait effectivement 200 000 km au compteur, et soit en très bon état général.

On peut donc estimer, de manière simplifiée pour notre exemple, que sa décote d'usure soit des deux tiers de son prix d'origine.

En supposant qu'il ait été de 15 000 euros, la nouvelle valeur d'usage réelle de cette voiture est donc de 5000 euros.

Autrement dit, si la vente se fait à ce prix, il n'y a ni gagnant ni perdant, dans cette affaire, et donc, pas de « plus-value », ni au sens bourgeois du terme, ni au sens marxiste.

Maintenant, supposons que le garagiste « marchande » lors de l'achat et arrive à avoir cette voiture pour 4000 euros...

Supposons même, encore, qu'il la revende, presque aussitôt, pour 6000 euros, à un autre client, en lui faisant valoir le bon état général de la voiture, ou autre argument, peu importe...

Peut-on dire qu'il a réalisé une « plus-value » de 2000 euros ???

Au sens de notre contradicteur et au sens de l'économiste bourgeois, oui, assurément !

Au sens marxiste, il a simplement fait une « bonne affaire » en accumulant 2000 euros au passage, pour son compte, même si pas très honnêtement, quand au fond, mais il n'a, par contre, pas réalisé la moindre « plus-value » qui soit... !!!

En effet, supposons que le premier propriétaire de l'auto et le second client du garagiste soient classiquement et simplement des travailleurs salariés...

La seule valeur qu'ils ont réellement créée, dans leur existence, est celle créée par leur travail, dont la part qui leur est revenue, sous forme de salaire.

Dans l'échange, l'acheteur initial, en « neuf », de la voiture a donc investi 15 000 euros de cette valeur-travail dans son achat, dont il a « usé »

normalement 10 000 euros en dix ans...

A l'issue desquels il n'en récupère donc que 4000 euros sur le 5000 qu'il lui reste, potentiellement.

Il se fait donc dépouiller par le garagiste de 1000 euros de la valeur qu'il a initialement créé par son travail.

Lequel garagiste dépouille donc encore de 1000 euros un autre client, qui paye la voiture 6000 euros au lieu de 5000, et se voit donc lui-même abusivement dépouillé de 1000 euros de la valeur créée par son propre travail, pour une voiture qui en vaut réellement 5000.

Au total, il y a donc un déplacement abusif de 2000 €uros de la valeur d'usage réelle et résiduelle de cette voiture, mais absolument aucune valeur nouvelle de créée, et pour cause, et donc, aucune « plus-value », au sens marxiste du terme.

Évidemment, la situation n'est pas différente, dans son principe, si l'opération est effectuée par un particulier qui achète et revend aussitôt.

Évidemment, dans un cas comme dans l'autre, l'opération est formellement tout à fait légale, alors que si le garagiste (ou le particulier), au lieu de se compliquer la vie avec les transactions, avait simplement agressé chacun de ses deux clients pour leur dérober 1000 €uros à chacun, elle ne l'eut point été !

Mais dans le principe, en termes de déplacement, d'accumulation et de non-crédation de valeur, la situation est tout à fait équivalente !

Tel est, quant au fond, le « crime du garagiste », en tant que commerçant de voitures d'occasion !





Avec cet exemple, il est donc important de comprendre qu'il peut donc exister un certain nombre de procédés tout à fait légaux, dans le cadre du capitalisme, par lesquels le capital peut donc s'accumuler sans pour autant que cette accumulation soit nécessairement le résultat d'une création de valeur nouvelle, d'une accumulation de plus-value réelle, et donc également au sens marxiste du terme.

Au sens bourgeois du terme, par contre, est donc considérée comme « plus-value » toute différence entre valeur d'achat et valeur de revente, quel que soit le processus considéré, et tout à fait indépendamment du fait que cette différence reflète ou non un accroissement réel de la richesse sociale par l'activité économique.

Alors que, par contre, la notion marxiste de plus-value est précisément aux antipodes de la simple « valeur ajoutée » arbitrairement, au moment de la vente de quoi que ce soit...

Mais c'est aussi effectivement ce que, assez généralement, les pseudos-« marxistes » eux-mêmes n'ont donc jamais compris, pour la plupart !

En réalité, on peut donc ainsi comprendre que si l'ensemble de la vie économique fonctionnait entièrement selon le processus achat-vente du garagiste « d'occasion », les uns gagnant simplement ce que les autres perdent, tout progrès économique et social, tout accroissement réel de la richesse sociale, serait absolument impossible.



C'est donc ce qui a poussé les économistes classiques, et Marx à leur suite, à rechercher ailleurs la source de l'enrichissement des sociétés humaines...

Pour ces économistes classiques, y incluant Marx, la source de la richesse économique et sociale nouvelle est la valeur nouvelle créée, en biens et services, par le travail productif humain, indépendamment de son mode d'accumulation.

Et plus précisément, pour Marx, la plus value est la différence entre la valeur d'usage de la force de travail et sa valeur d'échange.

On ne peut pas résumer ici, en trois lignes, les trois tomes du Capital, ni ses fondements philosophiques, supposément « hégéliens », tels qu'exposés dans les Grundrisse, les notes personnelles de Marx, mais on se contentera de rappeler, pour ceux qui sont supposés les avoir lu, et de poser le principe, pour les autres, c'est-à-dire, espérons le, la majorité des gens simplement honnêtes avec eux-mêmes, selon lequel la valeur d'usage de la force de travail est la valeur ajoutée par le travail, à la production, pour un temps déterminé, alors que sa valeur d'échange (salaire), est la valeur des intrants divers, en bien et services, nécessaires à sa reproduction, pour le même temps déterminé, et, évidemment, dans le même cadre de vie sociale.

Pour Marx, comme pour de nombreux économistes classiques et sociologues de toutes époques, c'est donc une particularité du travail productif humain que de reproduire plus de valeur, dans un temps donné, que nécessaire à la simple reproduction de la même force de travail.

C'est donc, pour Marx, la différence entre la valeur d'usage totale ajoutée à la production par le travail, et la valeur nécessaire et suffisante à la reproduction de la force de travail (salaire), qui constitue la base de la plus-value réelle et de l'élargissement du capital investi, et qui est donc très différente, en ce qu'elle est bien une part de la valeur nouvelle créée par le travail, de la simple accumulation au sens du « garagiste d'occasion » !!!

Du point de vue du développement de l'économie capitaliste, on comprend donc bien ainsi que la dette n'est pas un problème en soi, voire même, au contraire, dans la mesure où elle correspond à un investissement productif. Non seulement elle ne peut être que remboursée, in fine, mais même, contribuer à l'accroissement de la richesse totale de la société, indépendamment de sa répartition, et non pas seulement à l'accroissement numérique du capital total.

On comprend donc bien, également, que le stock total de la dette puisse varier, en fonction des périodes plus ou moins fastes et donc des cycles économiques conjoncturels.

Mais le problème réel surgit donc à partir du moment où, comme on le voit aujourd'hui, cette dette mondiale, qui n'a cessé de croître depuis la crise de 2007-2008, malgré un embryon supposé de reprise, venait donc déjà de

battre des records à la veille de la présente crise, et a donc encore littéralement fait un bond exponentiel avec elle...

Le fait que ce bond exponentiel corresponde avec la récession brutale causée par cette crise est donc encore un fait malheureusement relativement cohérent...

Ce qui à priori l'est moins, c'est donc bien que le capital, dans la même période, non seulement ne cesse de s'accumuler, mais atteint même des niveaux records.

Comme on l'a vu, et comme l'expliquent bien la plupart des économistes (1), c'est le mécanisme lui-même du cycle de la dette, tel que géré par les Banques Centrales, qui entretient et encourage ce niveau élevé de capitalisation, malgré la crise.

Et donc, si ce niveau de capitalisation correspond bien, néanmoins, selon les prétentions idéologiques des adeptes et/ou des critiques pseudos-« marxistes » du capitalisme, à un élargissement de la richesse sociale, d'une manière ou d'une autre, la dette devrait donc cesser de croître, et même, commencer d'être remboursée, et donc, diminuer, à mesure que le capital total s'élargit, et non pas croître encore davantage, et donc davantage que le capital lui-même !



Dans le cas présent, la conclusion qui s'impose donc, avec la croissance durable de la dette, c'est que, globalement, à l'échelle de l'économie mondiale et du capital total, la croissance de celui-ci n'est plus qu'une nouvelle fraction de la dette totale, qui reste, de ce fait, constamment croissante.

Dans l'économie mondiale actuelle l'élargissement du stock de la dette mondiale est donc, de ce fait, une fonction croissante du capital total, qui, en conséquence et par définition, ne pourra donc jamais la rembourser...

Bien entendu, au fil de la conjoncture, même si cette tendance, qui domine déjà depuis une bonne douzaine d'années, ne peut non seulement que perdurer avec la nouvelle crise, mais même y prendre, comme on le voit, un élan encore



plus radical, elle n'est pas pour autant linéaire et on comprend bien qu'après la chute récessionniste brutale que nous venons de connaître, il y a, mécaniquement, un effet de rebond qui peut, provisoirement, paraître la contredire.

La question de fond n'est donc pas de savoir si l'économie peut « récupérer », peu ou prou, son « niveau d'avant crise » (...du covid), mais bien de savoir si l'expansion du capital total peut durablement contribuer à réduire la dette au lieu de continuer à l'accroître... !

Il s'agit bien là de deux voies fondamentalement différentes d'évolution du système économique et social.

Dans le premier cas, si l'expansion continue du capital correspond, à terme, à une réduction de la dette, on pourra écrire l'histoire de toute cette période, qui va déjà de 2007 à 2021 (...et ?), comme l'une des nombreuses crises cycliques du capitalisme, mais qui n'en altère pas réellement la nature, déjà suffisamment délétère, au demeurant.

Dans le deuxième cas, qui correspond, en fait, à un prolongement durable de la situation actuelle, inaugurée à partir de 2007, on comprend bien que c'est l'ensemble du cycle économique qui est soumis au cycle de la dette, et que la gestion du cycle de la dette, tel qu'il est actuellement contrôlé par les cinq principales Banques Centrales de la planète, est désormais le facteur déterminant et le « régulateur » de son niveau de développement économique.



Et notre garagiste dans tout ça ?

En quoi est-il donc emblématique, à son échelle, d'une économie bancocentralisée ?

Dans le principe, l'accumulation de 2000 euros qu'il réalise repose donc sur le fait qu'à une valeur d'usage déterminée, de 5000 euros, il parvient à ajouter une fraction de valeur-travail, originellement produite sous forme de salaire, de deux fois 1000 euros, alors que son opération commerciale n'implique en réalité aucun travail productif supplémentaire.

A noter, pour bien comprendre, que le mouvement total de la valeur eut été le même si, rachetant « honnêtement » la voiture à 5000 euros à son premier client, il n'en eut pas moins le culot de la revendre 7000 au deuxième...

Moins habile, ou moins gourmand, il aurait également pu se contenter de se limiter à un « bonus » de 1000 euros, soit en revendant 6000 après achat à 5000, ou bien encore en revendant 5500 après achat à 4500, etc...

Dans un cas comme dans l'autre il manipule donc une valeur d'usage déterminée, de 5000 euros, à laquelle il ajoute une « valeur » arbitrairement définie par lui-même, de 1000 à 2000 euros, mais qui, en réalité, n'a aucune existence en tant que valeur économique réelle et constitue simplement un déficit pour d'autres échanges économiques correspondant à des besoins sociaux réels de ses « clients », et constitue donc un déficit de circulation monétaire correspondant éventuellement à des achats réellement « créatifs » en matière de valeur économique globale.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici de vouer aux gémonies la catégorie des garagistes, dont certains sont effectivement parfois honnêtes et font un vrai travail de contrôle et de remise en état des voitures d'occasion, mais le cas d'achat et revente directe, posé par notre « exemple », assez semblable à ce que font certains « particuliers » ne s'en produit pas moins assez souvent...

Maintenant, reprenons donc cet exemple, en l'appliquant à une voiture ...neuve !

En effet, dans le cas d'une voiture sortant d'une usine entièrement automatisée, et qui n'est donc que le produit de la matière en mouvement, que ce soit celui des machines robotisées ou de la matière première qui passe entre leurs « mains » électroniques et informatiques, le « produit », à la sortie, se trouve tout à fait dans la situation de notre voiture d'occasion, avec une valeur d'usage déterminée, ici non pas par l'usage kilométrique, mais essentiellement par la valeur d'usage des matières premières utilisées, d'une part, et par la fraction de valeur d'usage des machines robotisées correspondant, pour chaque voiture produite, à leur coût d'amortissement, d'autre part.

Pour autant, on imagine assez bien que les groupes industriels et financiers capables de mettre en œuvre une telle technologie de production ne le font pas uniquement pour le plaisir de voir rouler leur production aux mains d'automobilistes heureux, mais bien pour en tirer un bénéfice financier

substantiel...

Et c'est donc là, à propos de ce type de marge de profit, que le capitaliste « moderne » se trouve tout à fait, en réalité et à grande échelle, dans la situation de notre « garagiste d'occasion » !!!

Au stade actuel, les secteurs de production entièrement automatisés et robotisés, d'un bout à l'autre du processus, sont encore rares, mais dans tous les processus modernes l'automatisation et la robotisation gagnent tous les jours du terrain, réduisant la part du travail humain productif et augmentant la part nécessaire d'investissement en capital fixe, en machinerie automatisée et robotisée.

Or cette part croissante ne peut être « rentabilisée », pour le compte des investisseurs, que par un procédé de marges de profits qui s'apparente donc tout à fait à celui du « garagiste d'occasion » et ne correspond plus en rien à la valeur de marché réelle de la production.

Comme Marx l'a montré, dans une économie capitaliste « classique » les prix de marché oscillent autour de la valeur de marché ([2] MARX, CAPITAL, LIVRE III, Chapitres 9 et 10)), et même s'ils ne coïncident exactement que très rarement, c'est la moyenne des prix de marché qui coïncide bien, par contre, en période de développement et de croissance « normale »...

Dans cette situation « normale » on dira donc, pour simplifier, que le prix du marché inclut la plus-value créée par le travail, et même, plus exactement, par sa valeur d'usage. On peut donc dire que dans ce cas la valeur ajoutée, même au sens de l'économiste bourgeois, est égale à cette valeur d'usage.

On peut encore dire que dans ce cas, l'élargissement du capital, par l'appropriation capitaliste de la plus-value, correspond encore réellement à une nouvelle valeur créée, et donc par le travail.

Maintenant, si la moyenne des prix de marché, pour quelque raison que ce soit, s'élève nettement au dessus de la valeur « normale » de marché, il y a une baisse de consommation, une crise...

Si cela ne porte que sur un produit, mais indispensable, comme le carburant, par exemple, sa consommation ne réduira donc pas beaucoup, mais par contrecoup, il y aura moins de consommation sur d'autres, comme effet compensatoire.

Exemple bien connu : le choc pétrolier de 1973 !

Ceci-dit, il s'agissait, en fait, d'un « réajustement », mais l'effet, provisoirement, a été le même !

Quoi qu'il en soit, vendre au dessus de la valeur de marché, ce n'est donc



possible, comme dans notre histoire de voiture d'occasion, qu'au détriment, non pas d'un individu particulier, mais des autres secteurs du marché, et c'est donc générateur de crise, autant que de surprofit !

Si cela devient une pratique courante, voire, généralisée, il faut donc bien remettre de la monnaie en circulation, au-delà de la valeur réellement créée par le travail productif !!!

Et là, on entre donc déjà dans quelque chose qui s'apparente au banco-centralisme, vu que cela passe par des crédits, et qu'au bout du compte, une partie des dettes ne peut donc pas être honorée, d'une manière ou d'une autre...

Le cycle actuel de la dette, tel que « pensé » par les banco-centralistes, suite à leur « expérience » de 2008, permet donc de « régler » le problème, en faisant gonfler le bilan des banques centrales, pour, en quelque sorte « absorber » la dette !

Contrairement à ce que pensent les pseudos-« marxistes » de salons et de groupuscules, il n'y a pas de limite réelle à ce principe. La dette est « renouvelée » (...« roulée ») en permanence et continuera donc à gonfler tant que les Banques Centrales n'auront pas pris le contrôle direct des monopoles.

Le gonflement actuel exponentiel de la dette n'est dû qu'à la nécessité de maintenir les marchés financiers à flots, et à travers eux, les monopoles qui contrôlent déjà l'essentiel de la production et des services.

Dès lors qu'ils seront directement alimentés en liquidités par les Banques Centrales, sans passer réellement par les marchés financiers, sauf, peut-être, formellement, comme « écran » pour les gogos du « grand public », il y aura donc possibilité d'établissement d'un cycle stable de la dette, même s'il repose carrément sur une monnaie de singe, de fait, mais qui aura alors cours forcé...

Et à ce stade, bien entendu, les « gogos du grand public » de ce nouveau spectacle seront eux-mêmes, de par le fait, question salaires, indemnités de chômage ou autre « revenu universel », payés directement par les Banques Centrales, via l'une ou l'autre des crypto-monnaies « banque centrale » déjà en cours de réalisation.

Et comme nous l'a si bien expliqué Patrick Artus, chef économiste de Natixis, pas vraiment une boîte de philanthropes, c'est bien ce type de cycle économique qui a été expérimenté, dès le premier « confinement », avec le principe du chômage partiel à grande échelle, directement financé par les banques

centrales. ([3] ►<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/12/31/patrick-artus-le-banco-centralisme-a-visage-humain-ou-presque/>

►<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/09/18/pseudo-relance-monetisation-de-la-dette-banco-centralisme-un-nouvel-episode-du-debat-avec-gerard-bad/>

►ARTUS Patrick\_épisode 7 – Monetisation des dettes publiques et la Theorie

Monetaire Moderne-PDF))

Il s'agit donc bien, pour empêcher le système de domination de classe de s'écrouler, de financer à la fois et la production et la consommation !

Sans la nouvelle intervention massive des Banques Centrales, en plus de toutes celles des douze années d' « entre-crisis » de 2008 à 2020, non seulement les marchés financiers se seraient écroulés (...ils étaient bien partis pour le faire, à mi-Mars), entraînant avec eux la faillite des monopoles et des principales industries, mais la faillite de la plupart des États aurait rapidement suivi, incapables de faire face à une vague de chômage encore bien plus massive qu'elle ne l'a été, et qu'ils ne pouvaient déjà pas financer par leurs propres moyens !

Le « grand Reset » rendu possible par le « covid-19 », c'est donc un déplacement complet du siège du pouvoir, qui passe du siège des CA des monopoles détenteurs des forces productives les plus modernes, et jusqu'alors « faiseurs de rois » (...et de « Présidents de la République »...), au siège des Conseils de Gouverneurs des Banques Centrales, qui contrôlent désormais l'ensemble de la chaîne économique, via le cycle de la dette.

C'est un déplacement complet du pouvoir des détenteurs des capitaux vers le pouvoir des détenteurs de la dette. ([4] <https://tribunemlreypa.wordpress.com/2021/01/23/paradoxe-et-suspense-economique-en-2021-le-capital-atteindra-t-il-ou-non-le-nirvana-par-la-dette-mondiale/>))

Ce n'est donc plus, à proprement parler, du capitalisme, au sens « classique » du terme, mais bel et bien, du banco-centralisme, en tant que nouveau système de domination de classe.

Bien entendu, le capitalisme « classique » continue de coexister avec le nouveau système banco-centraliste, et pour quelques décennies encore, probablement, mais le principe économique en est néanmoins fondamentalement différent, en ce que ce nouveau type de pouvoir ne repose donc plus essentiellement sur l'accumulation de capital, et notamment plus, basé sur la valeur du temps de travail, et pour cause, vu qu'il aboutit inévitablement à financer, via le cycle de la dette, à la fois la production et la consommation ! La fraction du capital, essentiellement fictif, qui continue de s'y accumuler, n'étant donc plus qu'une fraction de la dette « non remboursée » et/ou « roulée », au bon vouloir des Banques Centrales.

En termes de domination, ce nouveau pouvoir vise simplement à préserver et même, à renouveler, donc, sous cette nouvelle forme banco-centraliste, le principe de la domination de classe d'une pseudo-« élite » bourgeoise, de plus en plus minoritaire, mais qui, par le biais du contrôle monopoliste progressivement de plus en plus total de la production de valeurs d'usage, maintient l'ensemble du reste de la population dans sa dépendance absolue, pour ses moindres besoins.

Durant les premiers mois de 2020, les médias occidentaux ont fait mine de s'offusquer de la dérive concentrationnaire néanmoins bien réelle de la société chinoise, ce qui leur permettait de masquer les ébauches de tentatives équivalentes dans leur propre zone d'influence, pourtant déjà dénoncées, quelques années plus tôt par Snowden et divers autres « lanceurs d'alerte ». Mais, que ce soit en matière de traçage du comportement social et économique des citoyens ou en matière de structuration financière banco-centraliste, les sociétés asiatiques chinoises et japonaises n'ont fait qu'être des précurseurs du « Merveilleux Monde d'Après » tel qu'il tend à s'imposer aujourd'hui partout sur la planète.

Dans ses rapports d'intégration/confrontation et d'interdépendance avec l'Occident, la Chine est la première grande économie mondialisée à avoir pratiqué des années durant, déjà, un cours forcé de sa monnaie et proposé, dès 2009, l'instauration d'une monnaie de réserve internationale(( [5] ►[https://www.lemonde.fr/economie/article/2009/03/24/pekin-appelle-a-une-nouvelle-monnaie-de-reserve-internationale\\_1171825\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2009/03/24/pekin-appelle-a-une-nouvelle-monnaie-de-reserve-internationale_1171825_3234.html) ►<https://www.lejdd.fr/Economie/Une-seule-monnaie-pour-tous-75275-3075545>)) qui ne soit ni le yuan, ni le dollar, ni l'euro, mais bien une « monnaie banque centrale mondiale » en réalité, et qui donc, tôt ou tard, arrivera directement dans nos « poches » de prolétaires, c'est-à-dire dans nos smartphones, en fait, sous forme de « crypto-monnaie banco-centralisée »(( [6] Yuan numérique : un nouvel outil de contrôle prêt à être légalisé ►<https://siecledigital.fr/2020/11/04/yuan-numerique-dcep/> ►<https://journalducoin.com/blockchain/actualites-blockchain/chine-le-putsch-monnaire-numerique/> ►<https://cryptoactu.com/pekin-a-loffensive-sur-le-champ-de-bataille-des-cbdcs/>)), dont l'utilisation effective sera donc nécessairement conditionnée par toutes les pressions sociales et injonctions comportementales voulues par le système(( [7] ►<https://institut-thomas-more.org/2019/07/29/le-systeme-de-credit-social-%e2%80%a2-comment-la-chine-evalue-recompense-et-punit-sa-population/> ►Le système de crédit social · Comment la Chine évalue, récompense et punit sa population-ITM-Note36-201907-PDF ►<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/comment-la-chine-invente-le-controle-social-au-xxie-siecle-1136115>)).

Si le monde des monopoles financiers capitalistes était encore, sous le discours libéral, celui des rivalités concurrentielles exacerbées susceptibles de dégénérer en conflits mondiaux majeurs, le monde des Banques Centrales est, par nécessité impérieuse de sa propre survie, celui de l'entente monétaire internationale obligée, et, si des rivalités à fleurets mouchetés se manifestent encore, c'est bien dans la manière de concourir le plus efficacement possible à ce nouvel ordre mondial.

Même si avec les précautions de langage et circonlocutions pseudos-« démocratiques » d'usage médiatique appropriées, Christine Lagarde vient bel et bien d'engager la BCE sur la voie de la crypto-monnaie banco-centralisée.(( [8] Christine Lagarde « espère » un euro numérique « d'ici 5 ans » – Boursorama avec Media Services-13/01/2021 ►<https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/christine-lagarde>

-espe-re-un-euro-numerique-d-ici-5-ans-5a6f5a284d52466c852aa7f505e2f778

►<https://www.lecho.be/les-marches/actu/general/l-euro-numerique-alternative-a-u-bitcoin-se-precise/10284819.html>

►<https://www.clubic.com/antivirus-securite-informatique/cryptage-cryptographie/crypto-monnaie/actualite-353230-la-bce-prendra-une-decision-sur-l-euro-numerique-vers-le-milieu-de-2021-.html>))

Le « Merveilleux Monde d'Après », c'est maintenant, et il serait donc temps d'ouvrir les yeux. Le billet de retour, de par l'évolution technologique des forces productives modernes, n'existe déjà plus. La voie de sortie vers un ailleurs réellement social et humain, si elle existe encore, tend, chaque jour qui passe, à se refermer un peu plus. Il serait donc temps de se réveiller et de tenter de forcer la porte, avant qu'elle ne se referme tout à fait, pour les générations à venir.

Luniterre

---